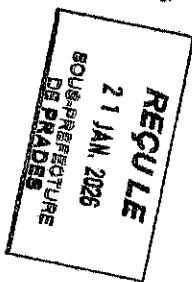


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ORIENTALES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE FORMIGUERES



Date de première convocation
24/12/2025

Date d'affichage de la première convocation
24/12/2025

Le quorum n'ayant pas été atteint à l'occasion de la réunion du 29/12/2025 à 20h30, le conseil municipal a de nouveau été convoqué pour une réunion le 05/01/2026 à 20h30

Date de deuxième convocation
29/12/2025

Date d'affichage de la seconde convocation
29/12/2025

NOMBRE DE MEMBRES				
EN EXERCICE	PRESENTS	ABSENTS	PROCURATIONS	SECRETAIRE DE SEANCE
9	4	5	1	A. COMPAGNON

Séance du 05 janvier 2026

L'an deux mille vingt-six et cinq janvier à 20h30, le Conseil Municipal de cette Commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur VAILLS Serge, Maire,

Présents : S. VAILLS, A. COMPAGNON, P. MIRAN, R. VILALTA
Absents : F. BADIE, J. LAUBRAY, J. CORREA, P. PETTQUEUX, V. PICHETRE
Procurations : F. BADIE à R. VILALTA

Objet de la Délibération :

RETrait DE LA DELIBERATION 2025-D028

Par délibération 2025-D028 du 11 avril 2025 le Conseil Municipal a voté la reprise et l'affectation du résultat de l'exercice 2024 du budget annexe RMC (01702).

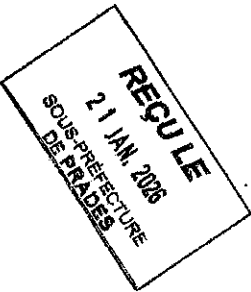
Ce budget annexe ayant été dissout et ses comptes étant intégrés au budget RMCF 01707 nouvellement créé, la délibération 2025-D028 n'a pas lieu d'être conservée et doit être retirée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

RETIRE la délibération 2025-D028 du 11 avril 2025.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Copie certifiée conforme.
A Forniguères, le 05/01/2026

Le Maire,
S. VALLS.



Conformément aux dispositions des articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois, publiée au recueil des actes administratifs et transmise à l'autorité administrative compétente de l'Etat, Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales, en vue de devenir exécutoire.

Voies et délais de recours :

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de publication et/ou sa notification, à cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace P102, 6 Rue P102, 34083 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision et/ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 23/04/2025
Reçu en préfecture le 23/04/2025
Publié le 23/04/2025
ID : 056-216600825-20250411-2025_D028-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE FORMIGUERES

Date de convocation
07/04/2025

Date d'affichage
07/04/2025

REÇU LE
21 JAN 2026
Sous-Préfecture
DE PRADOS

NOMBRE DE MEMBRES				
EN EXERCICE	PRESENTS	ABSENTS	PROCURATIONS	SECRETAIRE DE SEANCE
10	7	3	3	S. VAILLS

Séance du 11 avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq et onze avril à 10h30, le Conseil Municipal de cette Commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur PETTQUEUX Philippe, Maire,

Présents : J. LAUBRAY, V. PICHEYRE, J. CORREIA, R. VILALTA, J.-N. GOULIER, S. VAILLS, P. PETTQUEUX
Absents : A. COMPAGNON, P. MIRAN, F. BADIE
Procurations : A. COMPAGNON à S. VAILLS, P. MIRAN à P. PETTQUEUX, F. BADIE à R. VILALTA

Objet de la Délibération
REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2024 – BUDGET RMC

Le conseil municipal,
Après avoir examiné le compte administratif statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024,

DECIDE à l'unanimité d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
Résultat de fonctionnement	
A. Résultat de l'exercice précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	437 213,90
B. Résultats antérieurs reportés ligne 002 du compte administratif précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	523 142,54
C. Résultat à affecter = A. + B. (hors restes à réaliser) (si C. est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)	960 356,84
Solde d'exécution de la section d'investissement	
D. Solde d'exécution cumulé d'investissement (précédé de + ou -)	-535 951,51
D 001 (si déficit)	
R 001 (si excédent)	0,00
E. Solde des résultats à réaliser d'investissement (3) (précédé du signe + ou -)	
Besoin de financement	
Excédent de financement (1)	
Besoin de financement F. = D. + E.	535 951,51
AFFECTATION -C. = G. + H.	960 356,84
1) Affectation en réserves R1068 en investissement	
G. = au minimum couverture du besoin de financement F	535 951,51
2) H. Report en fonctionnement R 002 (2)	424 405,33
DEFICIT REPORTE D 002 (4)	

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Copie certifiée conforme.
A Formiguières, le 11/04/2025

Le Maire
P. PETITQUEUX



Conformément aux dispositions des articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois, publiée au recueil des actes administratifs et transmise à l'autorité administrative compétente de l'état, Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales, en vue de devenir exécutoire.

Voies et délais de recours :

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de publication et/ou sa notification.

À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace P101, 6 Rue P101, 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision et/ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.